

Ici et là

Dangereux nigauds

Il s'agit des cléricaux et des monarchistes français.

Voilà des gens qui, à journée faite, – et des réactionnaires fieffés comme Maurice Muret, de la *Gabelle de Lausanne*, emboîtent le pas – voilà des gens qui vont déclarant que si la république laïque n'était pas un régime de déliquescence, de dissociation, d'incurie, elle aurait préparé de fortes armées qui auraient été capables d'emblée de s'opposer à l'invasion allemande en France. C'est parce que le pays a été trop pacifiste, en proie aux dissensions de partis que permet une république, qu'on n'était pas prêt et qu'on se trouve embarrassé. Ah ! si le duc d'Orléans était roy, ah ! si le prince Napoléon était empereur, ah ! si l'on avait un ambassadeur chez Le pape, et des cléricaux et des monarchistes partout, vous auriez vu cette armée ! Les Prussiens n'en auraient pas mené large ! Mais voilà, on a laissé opérer les républicains, les socialistes, les anarchistes, tous antimilitaristes avérés. De là l'invasion...

Ce que je trouve de plus extraordinaire dans ces propos, c'est qu'on ait l'audace de les tenir. Voyons, en 1870, n'y avait-il pas un Napoléon à la tête du pays ; les catholiques, les monarchistes, n'étaient-ils pas les maîtres de l'heure ? Le désastre de Sedan et ses suites ont rapidement montré à l'Europe les capacités d'une caste militaire au pouvoir. C'était au-dessous de tout, à tous les points de vue.

En outre, par ses procédés policiers, inquisiteurs, despotiques, la France s'était aliéné les sympathies de tous les peuples. Certes, les cléricaux et les monarchistes sont bien venus de reprocher ses fautes à la république, c'est vraiment réussi !

Mais ne voyons-nous pas que c'est précisément parce que la république française n'était pas militariste qu'elle a éveillé des sympathies ? C'est parce que paysans et ouvriers de France étaient antimilitaristes qu'ils se sont cabrés devant les faits et gestes d'une horde guerrière. Et c'est parce que, malgré ses politiciens véreux, ses banquiers louches, ses capitaines Fracasse, le peuple français a résisté à un développement militariste, que tous ceux qui ont tant soit peu l'esprit civil, sur cette terre, font des vœux pour son existence.

On aime dans un peuple ce qu'il a de républicain, de pacifiste, de laïque, telle est la vérité qu'on peut extraire des courants d'opinions contemporains.

Sur un congrès

On pouvait espérer qu'après le vote unanime des crédits militaires par les socialistes du Reichstag, à la séance du 4 août 1914, on nous ficherait la paix avec la propagande social-démocrate. Du moment que ce parti est forcément complice du militarisme par le fait qu'il est étatiste – car il n'y a pas de puissance d'État sans sanction armée – quelle manie ont donc les socialistes de le vouloir remettre sur pieds à tout prix ? Va-t-on reconstituer les cadres social-démocrates allemands, français, belges, italiens, bulgares, russes, hollandais et suisses, afin de recommencer la même équivoque inspirée des marxistes : faire une vague propagande pacifiste, puis au moment d'une guerre, bien mieux, au moment d'une offensive guerrière, voter le budget de l'armée, ainsi qu'en ont donné le triste exemple les 110 députés social-démocrates allemands ?

Non, ce n'est pas possible.

Cette organisation, encombrée de bureaucratie, de fonctionnaires, avec une centralisation à outrance, cette enrégimentation des prolétaires sous la houlette de

professionnels du socialisme, cette masse dont toutes les préoccupations ont fini par être tournées vers quelques petits profits de caisse d'assurance, non ! rien de cela n'est socialiste et ne vaut d'être sauvé, arrangé, rafistolé.

Ne bougeons pas d'une semelle pour cela.

Il y a autre chose à faire.

Aussi le congrès officieux de Berne, qui vient de rassembler une trentaine de délégués socialistes de divers pays, dont une dizaine d'Allemagne et deux de France, en vue de réclamer la paix, nous laisse-t-il dans une grande méfiance.

De quelle paix s'agit-il ?

De quelle intervention socialiste s'agit-il ?

Paix armée, à l'ancienne mode, ou régime de désarmement comme les gens du peuple le veulent de plus en plus ; suspension des hostilités jusqu'à ce qu'on se soit refait, ainsi que le voudraient les pangermanistes, ou fédération européenne avec le respect de l'autonomie régionale ; voyons, quelle paix voulez-vous, citoyens Grimm, Ledebour, Merrheim ?

Et quel socialisme allez-vous soutenir désormais ? Le socialisme impérialiste à la Hildebrand ou le socialisme fédéraliste de Proudhon. Bref, est-il question de l'organisation du travail dans la liberté ou d'une lutte corporatiste pour un Quatrième-État ?

Les délégués de Berne n'ont pas pipé mot, ni de la paix qu'ils veulent, ni du socialisme qu'ils défendent. Ces hommes paraissent n'avoir rien appris. Et ils vont nous redresser cette misère de social-démocratie.

Espérons que le peuple en a soupé.

Et que le socialisme auquel il va s'attacher à l'avenir, comme la paix à laquelle il va s'intéresser, seront basés, l'un et

l'autre sur le travail et sur la liberté.

Où il est parlé des ennemis

Dans le 12e numéro des *Cahiers vaudois*, le citoyen Roorda écrit la jolie chose que voici :

« Si je ne m'entends pas avec ce monsieur, ce n'est pas parce qu'il est d'un autre pays que moi : c'est parce qu'il est d'un autre temps ».

Combien ce mot est exact. Dans n'importe quel métier, entre médecins, mineurs, maîtres d'école, appareilleurs, de nations différentes, n'arrivons-nous pas à nous comprendre immédiatement ?

Quelles que soient les rencontres que nous faisons au cours de notre existence, nous sympathisons entre gens ayant mêmes éléments pour juger de la vie, mêmes besoins de travailler pour avoir le pain quotidien, mêmes aspirations vers la justice. C'est de l'internationalisme dans les faits.

Et nous ne nous sentons mal qu'avec ceux qui ont gardé les préjugés et les procédés du temps des Romains : autoritarisme, esprit de conquête, droit d'user et d'abuser des hommes, des bêtes et des choses, esprit de propriété en un mot. Voilà nos ennemis.

Nous sommes de notre siècle.

Nos adversaires sont d'un autre temps.

Félonie

C'est sous ce titre que les journaux suisses inséraient le 30 septembre dernier le communiqué que voici :

« Suivant des informations d'excellente source, le gouvernement bulgare a livré aux autorités turques tous les

déserteurs grecs qui s'étaient réfugiés en territoire bulgare. Leur nombre serait assez important ; la plupart seraient originaires de la Thrace turque. »

L'indignation de notre grande presse est, certes, fort compréhensible. Il y a bien félonie dans le fait de livrer des déserteurs, envers et contre le droit des gens, en violation de la plus élémentaire loi d'hospitalité, à leurs maîtres, afin de les faire condamner et éventuellement fusiller. Oui, c'est là une bassesse et une infamie.

Mais, honorables journalistes suisses, avez-vous protesté et parlé de félonie lorsque notre pouvoir fédéral, par l'organe du procureur de la Confédération, l'illustre Kronauer, a livré aux autorités allemandes le déserteur Paul Schreyer et à la France le déserteur Albert Louradour ? Ces félonies-là datent de quelques jours seulement, et personne, parmi nos démocrates, n'en a soufflé mot.

On voit la crasse du gouvernement bulgare, mais on ferme l'œil sur celle du gouvernement suisse. Vérité en deçà, erreur au delà.

Et cependant ni le citoyen Schreyer, ni le citoyen Louradour n'ont été condamnés en Suisse ; ils ne sont pas poursuivis par l'étranger. Ils sont tombés dans les pattes de la police « pour avoir donné lieu à des plaintes » – formule équivoque qui veut dire d'habitude qu'on n'est pas d'accord avec les opinions politiques de son gouvernement. Au surplus, aucune action pénale n'est intervenue. Alors quoi ? En vertu de quelle loi l'illustre Kronauer a-t-il fait extradier, par quel nouvel accroc aux garanties les plus légales a-t-il osé remettre des déserteurs à leur pays d'origine ?

Ce fonctionnaire, qui paraît vraiment être irresponsable, devrait bien éveiller un peu, pour sa félonie, l'indignation des journalistes, à l'instar des Kronauer bulgares. Car qui ne dit rien consent.

Renaissance socialiste

Il y a quelque chose de touchant, d'émotionnant, de réconfortant, dans la hâte que met une partie de la population à se porter à la rencontre des évacués, des enfants belges, et sur le parcours des grands blessés renvoyés par les pays ennemis à leur pays d'origine.

À Fribourg, à Lausanne, à Genève, en Suisse allemande idem., des foules énormes, composées de petites gens, de conditions modestes, des femmes d'ouvriers, des employés de bureau, des demoiselles de magasins, des jeunes gens sans luxe, bref tout un peuple pauvre accourt avec des provisions, des fleurs, des friandises, et parfois ensevelit presque les blessés sous les présents. On se lève au milieu de la nuit, on fait de grands trajets à pied, on attend le passage du train à trois heures du matin, qu'il pleuve ou vente. On veut manifester son intérêt aux victimes de la guerre, et l'on prend à peine garde à la nationalité des blessés. Simplement un peu plus de retenue pour ceux-ci ou pour ceux-là, mais les quelques propos échangés laissent des traces profondes, ineffaçables.

On se sort ainsi de ses mesquines préoccupations de clocher, on veut réparer dans la mesure de ses forces l'immense mal fait par les castes financières et militaristes. Il faut travailler pour le mieux, on cherche une base de relations humaines autre que le combat meurtrier, on fait effort pour une civilisation basée sur l'entr'aide et sur la sympathie internationale, on vibre avec les souffrantes, on s'abandonne à un renouveau socialiste, parce qu'on sent que là est le salut de l'humanité.

L'État organise le meurtre.

La foule anonyme des civilisés organise la solidarité

C'est certain, le peuple laborieux fera disparaître le gouvernement – et la guerre.